

Projet Communautaire d'Accès à l'Eau et à l'Assainissement Phase 3 (PCAEA3) / Service de l'eau de la ville de Lausanne

2^{ème} opinion AGUASAN

Recommandation (conclusions de l'appréciation)

La proposition est cohérente et complète. Ce projet s'inscrit dans la continuité de 13 ans de soutien à de l'extension du réseau d'adduction d'eau potable public de Nouakchott, avec un volet assainissement et management, en collaboration étroite avec les élus et les services techniques locaux. Ce projet a déjà un grand impact positif dans le contexte de la ville. La Région de Nouakchott (RN) contribue financièrement aux investissements, elle est un partenaire légitime et engagé. Les échanges de connaissances entre les villes de Lausanne et de Nouakchott, ainsi que le suivi du projet, sont continus et un des points forts du projet. Son financement est donc recommandé.

1. Pertinence (bien-fondé) du projet

Ce projet poursuit le partenariat public-public engagé depuis 2009 entre la Ville de Lausanne, représentée par son Service de l'eau, avec la ville de Nouakchott avec la RN comme entité partenaire. A Nouakchott, 46,4% de la population a un accès à l'eau (contre 30% en 2009) et le service d'assainissement est encore très peu développé. Le milieu péri-urbain de la ville de Nouakchott ne doit pas être écarté parce qu'avec la forte croissance urbaine que connaît la capitale (+ 1,200,000 hab./an), les indicateurs dans certains quartiers périphériques sont semblables sinon pires que ceux de certaines zones rurales. Le partenariat réalise le cofinancement d'infrastructures d'eau potable et d'assainissement, ainsi que le renforcement des compétences locales en matière de gestion de l'eau et des services connexes, où des professionnels mauritaniens et suisses échangent leurs expériences et savoir-faire. Avec cette conjugaison de financements et d'expertise mis à disposition, tout en s'inscrivant dans la durée et dans une démarche de qualité, ce partenariat est productif (en termes de résultats) et un succès exemplaire en Suisse. Actuellement, plus de 100 autres communes suisses se sont associées à cette initiative et sa démarche. Le projet répond à des besoins et à des nécessités locales, exprimées aussi par les populations.

Le présent projet (phase 3) s'inscrit dans la continuité des phases précédentes. Il vise à consolider les acquis, par l'extension du réseau d'eau potable de 120km ; ainsi que l'achat de camions citernes pour les populations encore hors-réseau. Aussi, le projet continue d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans 18 écoles, et 3 marchés de la ville, tout en structurant la filière des boues de vidange. De plus, 100% des bénéficiaires vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Ainsi, il contribue à l'atteinte des objectifs ODD6 comme celui de la pauvreté ODD1.

2. Objectifs (et indicateurs) sont-ils SMART? (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, définis dans le Temps)

Les objectifs fixés sont bien spécifiques, atteignables, réalistes et définis dans le temps. Il est important d'assurer un suivi adéquat/habile des aspects non-techniques clés, notamment ceux liés aux renforcement des connaissances, attitudes, pratiques et capacités.

Etant donné la complexité du projet - avec plus de quatre objectifs spécifiques différents (extension du réseau d'eau potable, sensibilisation à l'eau et à l'assainissement, amélioration de l'accès à l'assainissement, et renforcement des acteurs locaux et sensibilisation en Suisse), un grand nombre de partenariats (public-public) et l'ajout de partenaires français, il convient de bien définir/délimiter le cahier des charges explicites à chacun ainsi que d'assurer leurs mises en pratiques effectives de manière à assurer la durabilité des acquis.

3. Approches proposées

Ce partenariat public-public est dynamique et engagé - comme le sont d'ailleurs les parties prenantes - montrant de bons résultats. Le renforcement des capacités des acteurs et institutions locales sont un élément clé.

Les élèves des écoles concernées sont impliqués directement : ils sont les acteurs des clubs d'hygiène créés et outillés par cascade lors des campagnes de sensibilisation menées par la Direction de la Nutrition et de l'Education Sanitaire (DNES) ayant vu la formation de formateurs (professeurs) au sein des écoles. Ce volet pourrait être développé davantage, afin d'éduquer depuis l'école les futurs citoyens à un rôle plus actif et autonome.

Au-delà de la prise en compte actuelle dans la gestion du projet et dans les opérations qui en découlent, la question du genre pourrait être approfondie et l'habilitation des femmes promue davantage encore. Il convient de développer des stratégies impliquant les femmes en tant que partenaires avec des droits égaux (formation, éducation, création d'opportunités dans les postes de décision, reconnaissance des compétences et des besoins spécifiques, etc.). Plus spécifiquement, les femmes pourraient participer aux activités de sensibilisation sur les marchés par exemple, où elles sont toujours présentes, et être impliquées dans les processus de réflexion sur l'hygiène menstruelle.

Aussi, une participation citoyenne accrue dans les actions peut être mise en place selon les approches suivantes :

- L'approche « politiques publiques » avec la contribution i) à la définition des politiques publiques et de leur opérationnalisation ; ii) au suivi (opérationnel, financier, résultats) de ces politiques.
- L'approche « suivi des services » (échelle régionale ou locale le plus souvent) avec les citoyens et citoyennes qui sont partie prenante des dispositifs de veille, d'alerte, de suivi des performances, de système d'informations.

Le projet intègre des demandes des utilisateurs comme «la vidange sociale » des boues de leurs latrines, qui est demandée par la population (frange la plus pauvre). Il s'agit de fixer un prix à prix minimum pour les habitants les plus défavorisés pour qu'ils puissent accéder au service de vidange des fosses de leurs latrines privées. Il faudrait

mettre en place une surveillance des prix et leurs applications, pour éviter des comportements frauduleux.

Globalement, le projet aborde l'ensemble de ces thématiques de manière sensible déjà. Le prix du succès du projet est que sa gestion devient de plus en plus complexe avec divers intervenants de différents horizons : il a plusieurs activités à mener en parallèle et la complexité des différentes activités pourraient éventuellement nuire à l'efficacité.

4. Résultats attendus du projet et leur durabilité escomptée

Le projet touchera directement au total 66'100 personnes (qui sur le long terme peuvent être estimées à plus de 100'000), dont 8'500 personnes pour la partie assainissement et 57'600 pour l'accès à l'eau. L'objectif spécifique *eau potable* implique le raccordement de 18 écoles et la construction d'environ 120 km de réseau, l'acquisition de camions citernes et la mise en place de 5 bornes fontaines - celui de l'assainissement 6 écoles ainsi que 3 marchés. Dans les écoles il s'agit de construire 12 blocs de latrines, accompagné de campagne de sensibilisation à l'hygiène, et d'améliorer la déserte en eau pour le lavage des mains. Des blocs sanitaires seront réalisés sur les marchés. De plus, un volet dédié à la gestion des boues de vidange traitera les questions institutionnelles autour ce thème grâce à la mise en place d'un cadre de concertation et l'étude des sites qui pourront accueillir des stations de traitement.

Le projet entend des actions avec des résultats à court terme (amélioration de l'accès et de la qualité de l'eau des populations défavorisée, amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles), ainsi qu'à long terme (renforcement des capacités - formation, sensibilisation de la population aux problématiques liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène). L'approche avancée est basée sur 13 ans d'expérience avec les leçons apprises assurant la durabilité des résultats et des changements acquis.

Il serait intéressant de travailler de manière plus étroite encore avec la SNDE afin d'assurer durablement les acquis pour les personnes desservies (en eau) par le projet. Les formations organisationnelles et techniques respectives proposées pourraient être intégrées dans une stratégie plus holistique de mesures de développement d'entreprise dans les domaines de l'exploitation, de la gestion financière, des ressources humaines, de l'organisation et de la gestion des relations avec la clientèle en collaboration avec d'autres acteurs du développement organisationnel.

5. Risques et leurs atténuations

Un défi principal auquel s'expose ce projet est l'adhésion des bénéficiaires (ownership), et particulièrement celui des femmes. Selon l'enquête démographique (2019-2021), un 33% des femmes et 29% des hommes de 15-49 ans n'ont aucun niveau d'instruction ou ont fréquenté l'école coranique seulement. En outre, seulement 7% des femmes et 12% des hommes de 15-49 ans ont atteint le niveau secondaire complet ou le niveau supérieur. Le projet est en accord avec la faiblesse d'instruction des participants, et il s'inscrit dans la nécessité de soutenir de meilleures pratiques. Le projet intègre ces faits dans la possibilité des participants à suivre des MOOC, les porteurs du projet devront veiller à la participation des acteurs. Des plombiers sont formés à de nouvelles pratiques. Des formations pourraient aussi être ciblées pour renforcer la capacité des jeunes, comme de former des jeunes par des apprentissages afin de mieux encadrer et assurer le suivi sur le long terme.

L'aspect fraude est relevé dans le projet, un plaidoyer pourrait être envisagé de manière plus approfondie afin de mieux contrôler cet aspect.

Le projet envisage de verser des primes pour pallier la charge de travail de l'équipe locale de projet, mise en place par le partenaire public (RN), peut-être il serait judicieux de le lier à la participation de MOOC.

6. Relation entre inputs (intrants) et outputs

Il est à relever que la Région de Nouakchott contribue à hauteur de 448'807 CHF aux frais d'investissements et couvre l'ensemble des salaires de base de l'équipe locales en charge du projet : elle contribue donc à payer l'équipe de 9 personnes à plein temps (soit 152'117 CHF). La RN s'investit de plus financièrement dans le projet, notamment en contribuant (depuis le début du partenariat en 2009) 10% à tous les investissements réalisés.

Avec un budget total de plus de 3 millions, la recherche de fonds est estimée à 530'000CHF soit plus basse que les années précédentes, ce qui peut signifier un désengagement progressif du projet, et qui pratiquement équivalente à hauteur de la contribution de la région de Nouakchott – on peut penser à un renforcement des capacités de la région de Nouakchott (peut-être à lier avec le succès de l'impact du projet). Le coût estimé par bénéficiaire est estimé à 39,50 CHF, en légère augmentation par rapport aux années précédentes (environ 28.- et puis 33.-), ce qui peut s'expliquer par l'inflation, la dimension du projet et l'ensemble des travaux envisagés.

7. Remarques

Cette 3^{ème} phase de 3 ans, débutée en juillet 2022, intervient à la suite du programme initié en 2009. Le programme prévoit un 'controlling' basé sur deux audits financiers et une évaluation finale de projet. Actuellement, certains programmes de coopération mettent en place des évaluations suivies tout au long du programme. Aux vues des efforts financiers engagés, avec la technologie actuelle, pour renforcer les aspects « ownership » et « genre » on peut suggérer de suivre et/ou coacher les intervenants à distance sur ces sujets, et/ou pourrait être renforcé en nommant une personne responsable de cet aspect.

Date et Auteur de la 2^{ème} opinion avec détails de contact

Septembre 2022, Patricia HUGONIN, Consultante éthique et projet de coopération développement durable CEO Everybodyneedswater ONG, patricia@hugonin.ch / info@everybodyneedswater.org

Révisé en février 2023: Roger Schmid. roger.schmid@skat.ch, Point Focal AGUASAN CoP